

JOURNAL DE LA VILLE,
PAR JEAN-PIERRE-LOUIS
DE LUCHET.

SUPPLÉMENT

AU N^o. 25.

Contenant les faits depuis le 15 Août jusqu'au 23.

Nous n'avons pu faire entrer dans nos Numéros quelques pièces immortelles, base de la révolution actuelle ; mais nous nous sommes réservé de les placer dans le Supplément, afin que nos Lecteurs aient la collection complète de tout ce qui peut servir à l'histoire d'une époque si mémorable.

Décrets de l'Assemblée Nationale, délibérés dans les Séances des 4, 6, 7, 8 & 11 Août 1789.

ARTICLE PREMIER.

L'ASSEMBLÉE Nationale détruit entièrement le régime féodal ; elle décrète que dans les droits & devoirs, tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la main-morte réelle ou personnelle, & à la servitude personnelle, & ceux qui les représentent sont abolis sans indemnité ; tous les autres sont déclarés rachetables ; & le prix & le mode du rachat seront fixés par l'Assemblée Nationale. Ceux desdits droits qui ne sont point supprimés par ce décret, continueront néanmoins à être perçus jusqu'au remboursement.

II. Le droit exclusif des tuies & colombiers est aboli.

Les pigeons seront enfermés aux époques fixées par les communes ; durant ce tems ils seront regardés comme gibier, & chacun aura le droit de les tuer sur son terrain.

III. Le droit exclusif de la chasse & des garennes ou

vertes est pareillement aboli , & tout propriétaire a le droit de détruire & faire détruire , seulement sur ses possessions , toute espèce de gibier , sauf à se conformer aux Loix de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique.

Toute Capitainerie , même Royale , & toute réserve de Chasse , sous quelque dénomination que ce soit , sont pareillement abolies ; & il sera pourvu , par des moyens compatibles avec le respect dû aux propriétés & à la liberté , à la conservation des plaisirs personnels du Roi.

M. le Président sera chargé de demander au Roi le rappel des Galériens & des bannis pour simple fait de Chasse , l'élargissement des Prisonniers actuellement détenus , & l'abolition des Procédures existantes à cet égard.

IV. Toutes les Justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité ; & néanmoins les Officiers de ces Justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée Nationale à l'établissement d'un nouvel ordre Judiciaire.

V. Les dîmes de toute nature , & les redevances qui en tiennent lieu , sous quelque dénomination qu'elles soient connues & perçues , même par abonnement , possédées par les Corps séculiers & réguliers , par les Bénéficiers , les Fabriques , & tous gens de Main-morte , même par l'Ordre de Malte & autres Ordres Religieux & Militaires , même celles qui auroient été abandonnées à des Laïques , en remplacement & pour option de Portions congrues , sont abolies ; sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du Culte divin , à l'entretien des Ministres des Autels , au soulagement des Pauvres , aux réparations & reconstructions des Eglises & Presbytères , & à tous les établissemens , Séminaires , Ecoles , Collèges , Hôpitaux , Communautés & autres , à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées.

Et cependant jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu , & que les anciens possesseurs soient entrés en jouissance de leur remplacement , l'Assemblée Nationale ordonne que lesdites dîmes continueront d'être perçues suivant les Loix & en la manière accoutumée.

Quant aux autres dîmes , de quelque nature qu'elles soient , elles seront rachetables de la manière qui sera réglée par l'Assemblée ; & jusqu'au Règlement à faire à ce

fu jet, l'Assemblée Nationale ordonne que la perception en sera aussi continuée.

VI. Toutes les rentes foncières perpétuelles, soit en nature, soit en argent; de quelque espèce qu'elles soient quelle que soit leur origine, à quelques personnes qu'elles soient dues, gens de Main-morte, Domaines, Apanagistes, Ordre de Malte, seront rachetables; les Champarts de toute espèce, & sous toutes dénominations, le seront pareillement, au taux qui sera fixé par l'Assemblée. Défenses seront faites de plus, à l'avenir, de créer aucune redevance non remboursable.

VII. La vénalité des Offices de Judicature & de Municipalité est supprimée dès cet instant. La Justice sera rendue gratuitement; & néanmoins les Officiers pourvus de ces Offices, continueront d'exercer leurs fonctions, & d'en percevoir les émolumens jusqu'à ce qu'il ait été pourvu, par l'Assemblée, aux moyens de leur procurer leur remboursement.

VIII. Les droits casuels des Curés de Campagne, sont supprimés, & cesseront d'être payés aussi-tôt qu'il aura été pourvu à l'augmentation des Portions congrues & à la pension des Vicaires; & il sera fait un Règlement, pour fixer le sort des Curés des Villes.

IX. Les Privilèges pécuniaires, personnels ou réels, en matieres de subside, sont abolis à jamais. La perception se fera sur tous les Citoyens & sur tous les biens, de la manière & dans la même forme, & il va être avisé aux moyens d'effectuer le paiement proportionnel de toutes les contributions, même pour les six derniers mois de l'année d'imposition courante.

X. Une Constitution nationale & la liberté publique étant plus avantageuses aux Provinces que les Privilèges dont quelques-unes jouissoient, & dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'Empire, il est déclaré que tous les Privilèges particuliers des Provinces, Principautés, Pays, Cantons, Villes & Communautés d'Habitans, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abolis sans retour, & demeureront confondus dans le droit commun de tous les François.

XI. Tous les Citoyens, sans distinction de naissance, pourront être admis à tous les emplois & dignités ecclé-

flattiques, civils & militaires; & nulle profession utile n'emportera dérogeance.

XII. A l'avenir il ne sera envoyé en Cour de Rome, en la Vice-Légation d'Avignon, en la nonciature de Lucerne, aucun denier pour annates, ou pour quelqu'autre cause que ce soit; mais les Diocésains s'adresseront à leurs Evêques pour toutes les provisions de Bénéfices & dépenses, lesquelles seront accordées gratuitement, nonobstant toutes réserves, expectatives & partage de mois, toutes les Eglises de France devant jouir de la même liberté.

XIII. Les déports, droits de cote-morte, dépouilles, vacat droits censaux, deniers de Saint-Pierre & autres de même genre, établis en faveur des Evêques, Archidiacons Archiprêtres, Curés primitifs, & tous autres, sous quelque nom que ce soit, sont abolis; sauf à pourvoir, ainsi qu'il appartiendra, à la dotation des Archidiaconés & des Archiprêtres qui ne seroient pas suffisamment dotés.

» XIV. La pluralité des Bénéfices n'aura pas lieu à l'avenir, lorsque les revenus du Bénéfice, ou des bénéfices dont on sera titulaire, excéderont la somme de trois mille livres. Il ne sera pas permis non plus de posséder plusieurs pensions sur bénéfices, ou une pension & un bénéfice, si le produit des objets de ce genre, que l'on possède déjà, excède la même somme de trois mille livres.

XV. Sur le compte qui sera rendu à l'Assemblée nationale de l'état des pensions, graces & traitemens, elle s'occupera, de concert avec le Roi, de la suppression de celles qui n'auroient pas été méritées, & de la réduction de celles qui seroient excessives; sauf à déterminer pour l'avenir une somme dont le Roi pourra disposer pour cet objet.

XVI. L'Assemblée nationale décrète qu'en mémoire des grandes & importantes délibérations qui viennent d'être prises pour le bonheur de la France, une médaille sera frappée, & qu'il sera chanté, en action de graces, un *Te Deum* dans toutes les Paroisses & Eglises du Royaume.

XVII. L'Assemblée nationale proclame solennellement le Roi Louis XVI *Restaurateur de la liberté Française*.

XVIII. L'Assemblée nationale se rendra en corps au-

près du Roi, pour présenter à Sa Majesté l'arrêté qu'elle vient de prendre, lui porter l'hommage de sa plus respectueuse reconnaissance, & la supplier de permettre que le *Te Deum* soit chanté dans sa Chapelle, & d'y assister elle-même.

XIX. L'Assemblée nationale s'occupera, immédiatement après la Constitution, de la rédaction des loix nécessaires pour le développement des principes qu'elle a fixés par le présent arrêté; qui sera incessamment envoyé par MM. les Députés dans toutes Provinces, avec le décret du 10 de ce mois, pour l'un & l'autre y être imprimés, publiés, même au prône des Paroisses, & affichés par-tout où besoin sera.

Décret de l'Assemblée Nationale du 10 Août 1789 pour le rétablissement de la tranquillité publique.

L'Assemblée Nationale, considérant que les ennemis de la Nation, ayant perdu l'espoir d'employer, par la violence du Despotisme, la régénération publique & l'établissement de la liberté, paroissent avoir conçu le projet criminel de ramener au même but par la voie du désordre & de l'anarchie; qu'entr'autres moyens, ils ont, à la même époque, & presque le même jour, fait semer de fausses alarmes dans les différentes Provinces du Royaume, & qu'en annonçant des incursions & des brigandages qui n'existoient pas, ils ont donné lieu à des excès & des crimes qui attaquent également les biens & les personnes, & qui troublant l'ordre universel de la Société, méritent les peines les plus sévères; que ces hommes ont porté l'audace jusqu'à répandre de faux ordres, & même de faux Edits du Roi, qui ont armé une partie de la Nation contre l'autre, dans le moment même où l'Assemblée Nationale portoit les décrets les plus favorables à l'intérêt du Peuple;

Considérant que, dans l'effervescence générale, les propriétés les plus sacrées, & les moissons même, seul espoir du Peuple, dans ces temps de disette, n'ont pas été respectées;

Considérant enfin que l'union de toutes les forces, l'influence de tous les pouvoirs, l'action de tous les moyens & le zèle de tous bons Citoyens doivent concourir à réprimer de pareils désordres:

Arrête & décrète ,

Que toutes les Municipalités du Royaume , tant dans les Villes que dans les Campagnes , veilleront au maintien de la tranquillité publique ; & que , sur leur simple réquisition , les Milices Nationales , ainsi que les Maréchaussées , seront assistées des Troupes , à l'effet de poursuivre & d'arrêter les perturbateurs du repos public , de quelque état qu'ils puissent être.

Que les personnes arrêtées seront remises aux Tribunaux de Justice , & interrogées incontinent ; & que le procès leur sera fait , mais qu'il sera sursis au Jugement & à l'exécution à l'égard de ceux qui seront prévenus d'être les auteurs de fausses alarmes & les instigateurs des pillages & violences , soit sur les biens , soit sur les personnes ; & que cependant copies des informations , des interrogatoires & autres procédures seront successivement adressées à l'Assemblée Nationale , afin que , sur l'examen & la comparaison des preuves rassemblées des différens lieux du Royaume , elle puisse remonter à la source des désordres , & pourvoir à ce que les Chefs de ces complots soient soumis à des peines exemplaires qui répriment efficacement de pareils attentats ;

Que tous attroupemens séditieux , soit dans les Villes , soit dans les Campagnes , même sous prétexte de chasse seront incontinent dissipés par les Milices Nationales , les Maréchaussées & les Troupes , sur la simple réquisition des Municipalités ;

Que dans les Villes & Municipalités des Campagnes , ainsi que dans chaque Distr. & des grandes Villes , il sera dressé un rôle des hommes sans aveu , sans métier ni profession , & sans domicile constant , lesquels seront désarmés ; & que les Milices Nationales , les Maréchaussées & les Troupes veilleront particulièrement sur leur conduite ;

Que toutes les Milices Nationales prêteront serment entre les mains de leur Commandant de bien & fidèlement servir pour le maintien de la paix , pour la défense des Citoyens & contre les perturbateurs du repos public ; & que toutes les Troupes , savoir , les Officiers de tout grade & Soldats , prêteront serment à la Nation & au Roi , Chef de la Nation , avec la solennité la plus auguste ;

Que les Soldats jureront , en présence du Régiment entier , sous les armes , de ne jamais abandonner leurs drapeaux , d'être fideles à la Nation , au Roi & à la Loi , & de se conformer aux regles de la discipline militaire ;

Que les Officiers jureront , en présence des Officiers Municipaux , & de leurs Troupes , de rester fideles à la Nation , au Roi & à la Loi ; & de ne jamais employer ceux qui seront sous leurs ordres , contre les Citoyens , si ce n'est sur la réquisition des Officiers Civils & Municipaux , laquelle réquisition sera toujours lue aux Troupes assemblées ;

Que les Curés des Villes & des Campagnes feront lecture du présent Arrêté à leurs Paroissiens réunis dans l'Eglise , & qu'ils emploieront , avec tout le zèle dont ils ont constamment donné des preuves , l'influence de leur ministère , pour rétablir la paix & la tranquillité publique , & pour ramener tous les Citoyens à l'ordre & à l'obéissance qu'ils doivent aux autorités légitimes.

Sa Majesté sera suppliée de donner les ordres nécessaires pour la pleine & entière execution de ce Décret , lequel sera adressé à toutes les Villes , Municipalités & Paroisses du Royaume , ainsi qu'à tous les Tribunaux , pour y être lu , publié , affiché & inscrit dans les registres.

L'affaire de la suppression des dîmes ecclésiastiques a été encore agitée à l'Assemblée Nationale , dans la Séance du Vendredi 14 de ce mois , & les Secrétaires ont prouvé qu'il n'avoient pas eu tort d'employer le mot de *Remplacement* dans la rédaction du procès-verbal , puisqu'il avoit été clairement énoncé par les Membres non-suspects de l'Assemblée , lorsqu'on fit mention , pour la première fois , de la remise des dîmes faites par le Clergé entre les mains de la Nation.

Nous croyons que nos Lecteurs ne liront pas sans intérêt le petit Discours qu'a prononcé , à ce sujet , le Prieur du Plaquet , âgé de soixante-dix ans , parce que c'est un modèle de bonhomie & de confiance respectable.

« Messieurs , a-t il dit , mes dîmes se montent à sept ou huit cens livres. C'est tout le revenu de mon Prieuré : je le remets bien volontiers à l'Assemblée : je la supplie cependant de ne pas me laisser mourir de faim ; & j'en

» mourrois assurément, s'il falloit que je remplisse l'une
 » des trois obligations auxquelles M. le Comte de Mira-
 » beau asservit la pauvre nature humaine. En effet,
 » Messieurs, je suis trop honnête pour voler, trop délicat
 » pour mendier, & vous conviendrez que je suis trop vieux
 » pour qu'on daigne me salarier ».

*Couplets à M. le Marquis de la Fayette, présent à la
 Bénédiction des Drapeaux du District des Cordeliers,*

Le 13 Août 1789.

Prête à jouir de sa noble conquête,
 La Liberté consacre nos Drapeaux;
 Celui-là seul doit présider sa Fête,
 Qui fut long-tems en être le Héros.

Il réunit le zèle & la prudence;
 A l'Amérique il a sçu le prouver;
 Ce qu'une fois a conquis sa vaillance,
 Par sa sagesse il sçait le conserver.

Ciel, à ses vœux tu dois être propice;
 Chez les Mortels qui ne peuvent te voir,
 La Vertu doit figurer ta justice,
 Et la Valeur, remplacer ton pouvoir.

L'aimable Objet à qui l'Hymen l'engage (1);
 Daigne à nos vœux accorder un souris;
 Et la Beauté, qui sourit au Courage,
 Après la Gloire, est son plus digne prix.

Qu'en toi, LOUIS trouve un Dieu tutélaire;
 D'un Peuple libre il est le digne appui;
 Roi Citoyen, pour nous qu'il vive en père,
 Chacun de nous sçaura mourir pour lui.

Par M. IMBERT.

(1) Madame la Marquise de la Fayette assistoit à cette cérémonie.

A PARIS, chez MARADAN, Libraire, rue Saint-
 André-des-Arts, Hôtel de Château-vieux.